

Bastia, le 3 novembre 2023

DERIVE AUTORITARISTE

L'UNSA-ICNA constate que l'autoritarisme de la Direction des Opérations déteint trop fortement sur les encadrements locaux de nombreux centres.

La DSNA avait expliqué en 2022, sans convaincre, que la déclaration électronique des heures de contrôle était la seule réponse possible pour clôturer l'écart signifié nationalement par la DSAC.

L'UNSA-ICNA n'avait jamais cru à cette réponse, considérant que ce n'était qu'une opportunité de flicage supplémentaire pour notre administration.

Nous avons franchi ce jour un nouveau pas.

➤ **Le service pourrait-il se passer des contrôleurs?**

Ce jour, localement, un nouveau pas a été franchi. Par note de service du chef d'organisme adressée à l'ensemble des agents, le doigt est pointé vers un certain nombre de collègues, avec un zèle incroyable !

Le Directeur des Opérations, dans son courrier type présenté récemment aux agents, permettant une régularisation sous 15 jours, écrit :

« si votre situation n'est pas régularisée avant le 31 décembre 2023, je vous informe que je serai dans l'obligation à compter du 1er janvier 2024 de vous positionner en situation d'incapacité temporaire pour des raisons de compétences »

Et bien notre chef d'organisme, dans un sursaut d'autoritarisme, a décidé de ne pas attendre le 1er janvier 2024, de ne pas faire de courrier individuel mais d'en faire une publicité large, et de s'en prendre à un collègue pour, et nous citons « le suspendre temporairement » !

Quel est l'objectif d'une telle procédure !? Cette énergie ne serait-elle pas mieux dépensée à régler un certain nombre de problèmes en souffrance depuis de trop nombreux mois malgré les relances incessantes de l'UNSA-ICNA ? Avec par exemple une qualité de vie au travail qui va bientôt franchir le plancher de la décence. Doit-on comprendre que le flicage et la sanction sont les nouvelles priorités de notre chef d'organisme? Les agents du centre doivent-ils prendre cela comme une déclaration de guerre?

Nous l'affirmons, à vouloir faire sans les personnels et leurs représentants, personne n'en sortira gagnant. Nous attendons donc des signes positifs sans délai, à commencer par le traitement juste et équitable de nos collègues visés.

